

François Chesnais*

Économiste, université de Paris-Nord, Villetaneuse.

Claude Serfati**

Économiste, université de Versailles-Saint-Quentin.

La fracture écologique

Les menaces pesant sur la reproduction de la vie de classes et de pays donnés : quelques outils analytiques et fils conducteurs¹.

exemple, la hausse récente a balayé tout ce que les Verts avaient réussi à obtenir. Pourquoi ? Parce qu'aucune politique alternative de transports n'a été esquissée concrètement. On ne pouvait donc se prévaloir de rien pour justifier la hausse du prix du pétrole. Bref, cette politique d'accompagnement réaliste a pour effet principal de cautionner ce qui est finalement une forme d'inaction tout en donnant l'impression par sa propre mise en scène politicienne que les problèmes environnementaux sont pris en charge.

La perspective anticapitaliste dont il est question ici ne renvoie pas toute avancée au lendemain du Grand Soir. Elle est d'abord l'affirmation que la logique du profit est à la racine de toutes les menaces écologiques. Mais elle se traduit pratiquement, en privilégiant tout ce qui vise à restreindre le champ d'action des capitalistes. La meilleure politique écologique consiste à contrer sur tous les terrains la revendication d'une totale liberté de la part du capital. Cela suppose de renforcer l'intervention publique, de subventionner les programmes alternatifs, bref, tout ce que déteste ce capitalisme sauvage de ce début de siècle. C'est à cette condition que le combat écologique peut contribuer à refonder un projet socialiste. Et *vice versa*.

- 1 Certaines sources mesurent les émissions en équivalent carbone. La conversion s'effectue en multipliant par 0,272756 les données mesurées en CO₂. Le dernier chiffre disponible équivalait donc à 6,3 milliards de tonnes de carbone.
- 2 <http://www.iea.org/statist/keyworld/keystats.htm>
- 3 Yoishi Kaya, « Impact of carbon dioxide emissions on GNP growth: Interpretation of proposed scenarios », Response Strategies Working Group, Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC), Mai 1989.
- 4 C'est l'une des thèses centrales de mon livre, *Sommes-nous trop ?*, Paris, Textuel, 2000.
- 5 Susan George, *Le Rapport Lugano*, Fayard, 2000.
- 6 Serge Latouche, « En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai 2001.
- 7 David G. Stretts (et al), « Recent Reductions in China's Greenhouse Gas Emissions », *Science*, vol. 294, 30 novembre 2001, <http://hussonet.free.fr/chineco2.pdf>
- 8 <http://www.nrdc.org/globalwarming/achinagg.asp>
- 9 Intergovernmental Panel on Climate Change <http://www.ipcc.ch>
- 10 International Energy Outlook 2001, U.S. Department of Energy, Washington, DC 20585 <http://www.eia.doe.gov/oiaf/ieo/index.html>
- 11 parts per million by volume.
- 12 René Passet, *L'Économique et le Vivant*, Paris, Économica, 1996.
- 13 Ignacy Sachs, *L'Écodéveloppement. Stratégies pour le XXI^e siècle*, Paris, Syros, 1997.
- 14 Alain Lipietz, *Qu'est-ce que l'écologie politique ?*, Paris, La découverte, 1999.

1. Introduction

Les conséquences environnementales de tendances présentes dès l'origine dans le fonctionnement du capitalisme sont en train de se matérialiser sous des formes extrêmement graves et à un rythme qui s'accélère². La dégradation des conditions physiques de la reproduction de la vie en société menace à court terme (entre une et trois générations), non seulement les conditions de vie, mais l'existence même de certaines classes, de certaines communautés, voire de certains pays. Comme ceux-ci sont situés le plus souvent, soit dans ce que l'on nomme aujourd'hui « le Sud », soit dans l'ancien « Est », la menace demeure lointaine, donc abstraite, dans les pays du centre du système capitaliste mondial. Les groupes industriels et les gouvernements des pays de l'OCDE tirent largement parti de ce fait pour diffuser l'idée que la dégradation des conditions physiques de la vie sociale ferait partie des maux « naturels » que certains peuples seraient appelés à subir. Ce serait pour eux un « malheur » de plus. Les dégradations environnementales planétaires exigeraient donc des pays avancés tout au plus des changements marginaux dans leurs choix technologiques et leur mode de vie quotidienne. Le seul « modèle de développement » proposé aux pays « retardataires » continuerait à être celui projeté par les médias à partir des centres du capitalisme mondial et à devoir se fonder sur les marchandises et les formes de vie sociale produites par les grands groupes industriels et financiers.

Au cours des trois décennies de très forte croissance de l'après-guerre, il y a eu une accélération considérable du jeu de mécanismes cumulatifs destructeurs des équilibres écologiques sous l'effet des formes de production et de consommation du « fordisme », comme de celles de l'économie « planifiée » stalinienne. Aujourd'hui, les travaux de la commission scientifique créée par les

Nations unies ont établi que certains domaines, tels que les ressources non renouvelables et sans doute la biodiversité, les dégradations ont atteint des seuils d'irréversibilité, ou, en tout cas, en sont proches. Les gouvernements des pays capitalistes développés et les institutions internationales ne s'engagent pas moins dans la voie d'une aggravation de la situation par l'élargissement de « droits à polluer » qui systématisent le caractère intangible de la propriété privée ainsi que le droit du capital au pillage de la nature. Du côté de ceux désignés aujourd'hui sous le terme « antimondialiste », on constate simultanément une conscience assez forte de l'existence d'un lien entre ces dégradations et la libéralisation et la déréglementation qui mettent le pouvoir économique effectif entre les mains des « marchés », mais une forte réticence à mettre en cause le capitalisme ainsi que les formes dominantes de la propriété des moyens de production, de communication et d'échange³.

C'est au cœur des mécanismes de création et d'appropriation de la plus-value que gisent les contradictions qui font que « la véritable barrière de la production capitaliste, c'est le *capital* lui-même »⁴. Dans la sphère de l'environnement naturel, le capital représente une barrière, ou plus exactement une menace pressante pour l'humanité – et dans l'immédiat pour certaines parties précises de celle-ci – mais non pour le capital lui-même.

Sur le plan économique, le capital transforme les pollutions industrielles, ainsi que la raréfaction et/ou la dégradation de ressources comme l'eau, voire de l'air, en « marchés », c'est-à-dire en champs d'accumulation nouveaux. Dans des domaines comme celui du décryptage du génome ou celui des OGM, on voit des stratégies de domination économique et politique sans précédent dans leur forme et leur visée⁵, doublées de « paris » technologiques aveugles et d'une irresponsabilité sociale totale, dont le moteur est la satisfaction des actionnaires.

Sur le plan politique, il est pleinement capable de reporter le poids des dégradations sur les pays et les classes les plus faibles et au besoin, en dernier recours, de diriger toute la puissance militaire des impérialismes dominants vers des tâches de « maintien de l'ordre » partout dans le monde où les dégradations des conditions d'existence de peuples sous l'effet des destructions environnementales pourraient provoquer des soulèvements.

Ce qui est en cause au plan théorique, c'est le contenu qu'il faut donner à la notion de « mode de production ». Pour Marx, le terme désigne un mode de domination sociale, autant qu'une forme d'organisation de la production matérielle. Il est profondément erroné de réduire la reproduction du capital à ses seules dimensions économiques. Nous avons affaire à un processus de reproduction d'une domination sociale mondialisée. Au niveau atteint par la polarisation de la richesse, cette domination est celle, à l'échelle globale,

d'une petite, voire d'une toute petite fraction de l'humanité, concentrée majoritairement dans les pays capitalistes avancés. La domination repose sur des bases où « l'économique » et le « politique » sont inextricablement mêlés. Il est impossible de dissocier les destructions environnementales et écologiques des agressions portées contre les conditions de vie des prolétaires urbains et ruraux et de leurs familles, notamment ceux des pays dits du Sud, sous domination impérialiste. Il est tout aussi impossible de dissocier les formes économiques de la domination et de la violence de leurs formes politiques et militaires⁶. Ce sont aujourd'hui les conditions de la reproduction de l'humanité qui sont mises en péril dans leurs dimensions à la fois proprement humaines et écologiques.

Processus destructeurs à temps de gestation long

Être fidèle à Marx aujourd'hui, c'est rechercher avec lui les traits prédateurs et parasites (de même que toutes les tendances à la transformation des forces initialement ou potentiellement productives en forces destructives) inscrits dans les fondements du capitalisme dès le départ, mais dont le temps de gestation et de maturation a été très long. Il y a toujours eu chez lui une invitation à la critique la plus radicale possible, au « catastrophisme » ainsi que certains se plaisent à le dire. Il est devenu nécessaire de laisser libre cours à cette critique radicale, « pessimiste ».

Marx observe que « dans le développement des forces productives, il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent plus être que néfastes dans le cadre des rapports existants ; elles ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices (le machinisme et l'argent) »⁷. Dans *L'Idéologie allemande*, il ne pousse pas l'idée plus loin. Il n'est pas sûr non plus qu'en parlant de ces deux mécanismes destructifs, il pense à la destruction de « la nature ». Ici, comme dans les écrits philosophiques antérieurs et comme dans *Le Capital* ensuite, il se réfère surtout au sort des prolétaires et de leurs familles, ainsi qu'à celui des couches non prolétarisées les plus exploitées. Rappelons en quels termes il énonce dans le livre I du *Capital*, la manière dont « la loi qui met l'homme social à même de produire davantage avec moins de labeur se tourne en milieu capitaliste – où ce ne sont pas les moyens de production qui sont au service des travailleurs, mais le travailleur qui est au service des moyens de production – en loi contraire, c'est-à-dire que plus le travail gagne en ressources et en puissance, plus il y a pression des travailleurs sur leurs moyens d'emploi, plus la condition d'existence du salarié, la vente de sa force de travail, devient précaire »⁸. Marx devrait énoncer aujourd'hui une « loi » (un mécanisme macrosocial) complémentaire, relative à la destruction de l'environnement naturel, des res-

sources naturelles et de la biosphère. Car c'est dans le processus de constitution des « prolétaires » qui ne peuvent vivre que de la vente de leur force de travail, et de leur domination par le capital, que résident en effet certains mécanismes importants de destruction de cet environnement.

Dans une perspective de gestation longue, se dévoilent des tendances initialement « cachées » ou « inaperçues » du capitalisme à la prédation et au parasitisme et à la transformation de forces initialement ou *potentiellement* productives en forces destructives⁹ dans le domaine de l'environnement naturel et de la biosphère. Bien qu'elles coexistent avec les tendances « progressistes » sur lesquelles l'accent a longtemps été mis, elles caractérisent dès le départ les relations que le capitalisme établit avec les conditions extérieures de production dans le cadre desquelles il se meut.

De l'expropriation de la paysannerie à « l'expropriation du vivant »¹⁰

Dans la pénétration des rapports de production capitalistes dans l'agriculture et l'élevage réside l'un des fondements cruciaux du mode de production et de domination et se trouve *aussi* l'origine d'un mécanisme permanent d'atteinte aux métabolismes sur lesquels la reproduction physique des sociétés humaines repose. Nous sommes en présence d'une sphère où le capital financier poursuit sa quête simultanée de profit et de formes renouvelées de domination sociale, prenant appui sur un processus qui remonte aux débuts du capitalisme, et que nous connaissons sous deux formes à la fois complémentaires et successives.

L'expropriation des producteurs paysans directs et la soumission de la production agricole et animale au marché et au profit datent de la formation du capitalisme en Angleterre¹¹. On sait le rôle fondamental qu'y joua l'expropriation des agriculteurs anglais du XVI^e au XVIII^e siècle, notamment au moyen du mouvement de clôture privée des terrains communaux (dit des *enclosures*), décrit par Thomas More comme un mécanisme social au terme duquel les troupeaux « mangent les hommes » (« *sheep devouring men* »). Marx a placé le processus d'expropriation de la paysannerie au cœur des mécanismes de l'accumulation initiale. Ce processus se poursuit. Il n'est pas imputable aux seules politiques du FMI, si nécessaire soit-il de les incriminer. C'est au cœur des rapports de production et de domination qu'il se situe.

Depuis les premières colonisations, l'histoire économique et sociale des pays du « Sud » subordonnés à l'impérialisme est celle de vagues successives d'expropriation des paysans au profit de formes concentrées d'exploitation de la terre (déforestations, plantations, élevage extensif, etc.) pour l'exportation vers les pays capitalistes centraux. Lorsqu'on examine la situation des plus grands exportateurs de matières de base non minières – le Brésil, l'Indonésie ou les pays du Sud de l'Asie – on se trouve face à un processus où les des-

tructions environnementales et écologiques de plus en plus irréversibles vont de pair avec les agressions incessantes contre les conditions de vie des producteurs et de leurs familles, de sorte qu'il est impossible de dissocier la question sociale de la question écologique. Les bénéficiaires ont toujours été les mêmes : les grands groupes de négoce puis de production agroalimentaire, alliés dans des configurations multiples et changeantes aux classes dominantes locales, oligarchiques, rentières ou capitalistes. Les attaques du capital contre la production directe ont fomenté en permanence la lutte des classes dans les campagnes, d'abord dans les pays capitalistes les plus anciens d'abord, puis au XX^e siècle dans les pays du « Sud ». Aujourd'hui, la nouveauté consiste dans une prise de conscience de l'interconnexion entre les destructions écologiques et les agressions contre les conditions d'existence de producteurs. C'est l'un des traits marquants, en Amérique latine comme en Asie, des nouveaux mouvements paysans.

La très grande importance sociale de l'agriculture illustre les enjeux de la maîtrise par les producteurs directs de leurs conditions de production. La séparation ou la perte de maîtrise s'y est produite en deux temps. Dans le cas des pays à implantation capitaliste ancienne, ces deux expropriations ont eu lieu à des siècles d'intervalle. La première fois, la séparation des producteurs directs de leurs conditions de production s'est confondue avec le mouvement d'expropriation massive de la paysannerie. Dans de nombreux passages du *Capital* ou des *Manuscrits de 1857-1858*, Marx, sans en ignorer les conditions et les effets humains, la considère comme inévitable et même nécessaire. Le passage à une agriculture moderne, prenant appui sur l'agronomie des *gentlemen farmers* des XVII^e et XIX^e siècles, et sachant recycler ses déchets selon les préceptes de la nouvelle chimie du sol, lui paraît un point de passage incontournable. Il a pris cependant conscience très vite que la soumission de l'agriculture aux rythmes de croissance commandés par l'industrialisation rapide devait bouleverser les métabolismes naturels et amorcer le mouvement de fuite en avant où « chaque progrès de l'art d'accroître la fertilité pour un temps, [est] un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité ».

En Angleterre d'abord, puis dans presque tous les pays, le premier mouvement d'expropriation fut suivi d'une phase plus ou moins longue, où semble se reconstituer une forme de maîtrise par les producteurs directs de leurs conditions de production capitalistes. Cette maîtrise partiellement retrouvée se fait dans le cadre d'exploitations capitalistes de dimension moyenne ou d'exploitations paysannes dont les propriétaires ont bénéficié d'une formation agronomique, et où peut être pratiquée une agriculture qui se rapproche un peu de celle décrite idéalement par Berlan : « Des innovations résultant d'une intelligence collective, associant savoir-faire scientifique et savoir-faire

paysan pour se prêter ensuite au partage et sachant convaincre la nature de travailler amicalement pour nous¹². »

Cette maîtrise retrouvée est éphémère en raison du rythme d'industrialisation et d'urbanisation, et surtout de la nécessité absolue, pour l'accumulation du capital, que les marchandises entrant de façon centrale dans le coût de reproduction de la force de travail soient aussi bon marché que possible. L'augmentation à tout prix de la productivité agricole débouche sur ce qui est critiqué aujourd'hui très hypocritement comme le « productivisme à tous crins » d'une « agriculture polluante ». Ce sont pourtant là les résultats de politiques délibérées, fortement subventionnées, qui ont aussi pour effet de livrer l'agriculture à la grande industrie agrochimique qui développe aujourd'hui les biotechnologies. Le cultivateur subit, depuis trente ans en Europe (et bien avant aux États-Unis), une nouvelle phase d'expropriation aboutissant à la mise en place d'un immense dispositif technologique et institutionnel destiné à interdire aux agriculteurs de semer une partie du grain qu'ils récoltent. Y contribuent, tant la loi internationale (la protection par l'OMC de la brevetabilité du vivant), que la technique de transgénèse – baptisée par Monsanto du nom explicite devenu célèbre de *Terminator* – permettant de produire un grain stérile qui ne peut pas être replanté. À moins de fortes résistances sociales et politiques, le capitalisme parviendrait ainsi au terme du processus d'expropriation des producteurs et de domination du vivant. Il passerait de l'expropriation des paysans à l'expropriation du droit des êtres humains de reproduire et bientôt de se reproduire sans utiliser les techniques brevetées, sans payer son dû à l'industriel, à ses actionnaires et aux marchés boursiers¹³.

Ressources naturelles et rente

La position du capital sur les ressources naturelles a été formulée par Jean-Baptiste Say disant que les richesses naturelles qui ne peuvent être « ni multipliées, ni épuisées ne sont pas l'objet de la science économique »¹⁴. Le capital ne s'intéresse à une ressource naturelle que lorsqu'elle peut être « multipliée », c'est-à-dire reproduite avec profit dans le cadre de la valorisation du capital ; ou bien lorsque, soumise à un processus de transformation ou de prestation de service, elle peut être présentée sur le marché sous forme de substitut industriel (imposé au besoin contre le vrai produit naturel moyennant des stratégies comme celles des groupes de l'agrochimie pour les hybrides et les OGM) ; ou enfin, lorsqu'une ressource naturelle, initialement estimée inépuisable, peut, du fait de sa raréfaction progressive ou de ses perspectives d'épuisement, ouvrir des droits à rente à ceux qui en contrôlent l'accès.

Il faut donner à la théorie de la rente le plus grand développement possible et pousser l'analyse de la place des rentiers de toutes catégories dans le capita-

lisme. La propriété privée du sol et des ressources naturelles, agricoles et minières, donc la possibilité de percevoir un type de revenu – la rente – fondé sur le seul fait de jouir de la propriété exclusive des ressources en question, sont nées avant le capitalisme. Le rapport scientifiquement qualifié de parasitaire (même si ce terme comporte un jugement de valeur) que le propriétaire établit avec les ressources sur lesquelles il est « assis » et avec ceux qui les mettent en valeur par leur travail, lui est bien antérieur. Ce fut le socle de l'économie rurale à l'époque féodale. Mais l'économie marchande dans sa phase d'expansion mondiale d'abord, dans le capitalisme ensuite, ont donné à la rente un formidable développement. Il est facile de comprendre pourquoi. Un système et un mode de domination sociale fondés sur la propriété privée des moyens de production et sur l'argent comme forme universelle de richesse et de puissance sociale doivent légitimer la propriété privée sous toutes ses formes. Passé une courte période de conflit entre les capitalistes et les propriétaires fonciers agricoles, le profit a fait la paix avec la rente. Non seulement la terre agricole a été reconnue comme source de rente, mais aussi les cours et les chutes d'eau exploitables industriellement, les mines de fer, de charbon et de métaux non ferreux, de même que les gisements de pétrole, les terrains à bâtir et le sol urbain. Une large panoplie de mécanismes a assuré une osmose entre rente et profit. On est passés de la subordination de la rente au profit, à son incorporation. Les mécanismes d'interpénétration de la rente et du profit ont été consolidés par la montée en puissance de ceux que Marx nomme les capitalistes « passifs », bénéficiaires d'une rente assise sur la possession d'un capital-argent. On a là un capital dont la valorisation repose sur un droit de propriété (aujourd'hui surtout matérialisé par des actions) ou sur une créance (des titres de la dette notamment) dont le détenteur attend qu'il lui rapporte un revenu. Marx a analysé les types de revenu découlant purement et simplement d'un droit de propriété dans le cadre de l'analyse de la rente foncière postérieure à l'avènement du capitalisme, qu'il compare aux titres porteurs de la dette publique : « Le titre de propriété foncière n'a rien à voir avec le capital qui est investi. Sa valeur est fondée sur une anticipation¹⁵. » Il précise ailleurs le prix à payer pour cette exigence que s'arroge le rentier : « Une anticipation de l'avenir – une véritable anticipation ne se produit en général dans la production de la richesse que relativement au travailleur et à la terre. Leur avenir à tous deux peut être réellement anticipé et dévasté par un surmenage prématuré et l'épuisement, par la perturbation de l'équilibre entre dépenses et rentrées. Cela se produit pour l'un et pour l'autre dans la production capitaliste¹⁶. »

Le mot « épuisement » est essentiel. Le propriétaire d'un titre de propriété de terres, de mines, de gisements, mais aussi d'actions et d'obligations, attend que ses rentes tombent. Son seul réflexe relevant de la « rationalité écono-

mique » est de faire des évaluations sur le montant et la durée des flux rentiers afin de pouvoir les négocier sur des marchés spécialisés. La relation est parasitaire. Les notions d'entretien, de restitution, de gestion dans la durée peuvent s'imposer au propriétaire, ou lui être imposées dans certaines circonstances. Mais le penchant naturel du rentier est simplement de jouir des flux de revenus tant qu'ils durent. De même, le propriétaire d'obligations d'État n'a que faire du coût que les contribuables doivent supporter pour qu'il touche ses intérêts, véritable tribut perpétuel. Quant au détenteur d'actions, il n'a que faire du coût supporté par les salariés tant qu'il peut empocher, grâce au gouvernement d'entreprise fondé sur « la création de valeur pour l'actionnaire », des dividendes et plus-values dont le montant est directement proportionnel à la baisse du coût de la force de travail.

Loin que le comportement des rentiers concerne uniquement la sphère financière, la victoire remportée par le capital financier dans le cadre de la mondialisation capitaliste et la déréglementation ont donné une formidable impulsion au capitalisme prédateur et à l'appropriation rentière. Les mesures politiques visant à développer les marchés financiers (la « globalisation financière ») ont eu pour objectif d'élargir considérablement la variété des actifs financiers et de diversifier les sphères de valorisation du capital rentier au prix d'un épuisement accéléré « du travailleur et de la terre ». Les politiques néolibérales ont ainsi poussé à la création de marchés financiers dont l'objet est d'imposer des droits de propriété sur des éléments vitaux comme l'air, mais aussi sur la biosphère, qui doivent cesser d'être des « biens libres » pour devenir des « sphères de valorisation » fondées sur la mise en place de droits de propriété et de « marchés ». Tel est bien le contenu réel de la transformation de la nature en « capital naturel » par la théorie néoclassique, dont Jean-Marie Harribey a fait une critique serrée¹⁷. La nature devient alors un simple facteur de production, un « capital naturel » combiné aux autres « facteurs de production » que seraient le travail et le capital physique¹⁸. Ce capital repose sur la détermination d'un taux d'actualisation permettant de calculer la valeur actuelle d'un flux de revenus, de même que la dette publique devient un capital par actualisation des flux d'intérêts. La « capitalisation de la nature »¹⁹ crée pour les propriétaires de ce capital un nouveau domaine d'accumulation de richesse qui se nourrit de la destruction accélérée des ressources naturelles et, dans le cas des « droits à polluer », d'atteintes probablement irréversibles à la biosphère.

Pas de « développement soutenable » sans mise en cause des industries dominantes comme d'une partie des technologies

La domination prolongée du capitalisme fait peser sur l'avenir de(s) société(s) humaine(s) une menace liée au fait que l'accumulation s'est notamment

concentrée dans des industries et des filères technologiques à fort effet polluant. Une faiblesse de la pensée critique, notamment celle qui s'intéresse au « développement soutenable », est de l'accepter. Jean-Marie Harribey conclut son chapitre sur cette notion par le constat suivant : « Dans la mesure où la très grande majorité des intervenants sur cette question, acceptent, ou tentent de faire admettre que tous les pays de la planète promeuvent encore en leur sein une croissance économique forte et quasiment éternelle, le concept de développement durable n'ouvre pas un nouveau paradigme, mais reste fondamentalement à l'intérieur de celui du développement entendu comme synonyme de croissance productiviste²⁰. » Plus précisément, ils cherchent à faire admettre que les scénarios de développement doivent être construits – et peuvent l'être – sur la base de rapports de propriété et de production inchangés, donc de technologies et d'industries largement identiques à celles qui caractérisent aujourd'hui les pays capitalistes avancés.

Au niveau conceptuel, l'extension internationale du capitalisme se définit comme l'extension du rapport de production entre capital et travail salarié. On ne saurait en négliger l'implication matérielle : l'exportation et l'implantation mondiale d'industries sont devenues centrales dans l'accumulation, comme l'automobile ou la chimie lourde – qui sont soit les plus polluantes, soit les plus destructrices de la biosphère. Au-delà de leurs divergences théoriques et politiques, presque tous les courants se réclamant du marxisme ont privilégié la dimension de la formation dans les pays anciennement colonisés et semi-colonisés d'une classe ouvrière susceptible de diriger le combat anti-impérialiste débouchant sur le combat pour le socialisme. Il est désormais impossible de laisser au second plan les formes matérielles concrètes du développement. Si l'on relit *Le Capital* à la lumière des problèmes contemporains, on comprend à quel point les sciences et les techniques ont été façonnées par les objectifs de domination sociale et de profit.

Si la technique est apparue comme une puissance indépendante face à la société, c'est parce qu'elle a *d'abord* été utilisée pour dominer le travailleur sur le lieu de travail, parce que préalablement « le moyen de travail a été dressé comme automate devant l'ouvrier, pendant le procès de travail même, sous forme de capital, de travail mort qui domine et qui pompe sa force de travail »²¹. Le lien avec les questions soulevées par l'écologie est **direct** : « L'économie de moyens collectifs de travail, activée et mûrie comme dans une serre chaude par le système de fabrique, devient entre les mains du capital un système de vols commis sur les conditions vitales de l'ouvrier pendant son travail, sur l'espace, l'air, la lumière [...] »²² » Un mode de production qui a pris de telles habitudes dès sa naissance est peu susceptible de les perdre.

Jusqu'à présent, avec le machinisme, nous n'avons abordé que la première des deux forces appelées selon *L'Idéologie allemande* à se transformer en forces destructrices. Il faudrait aussi traiter tout ce qui, dans la société bourgeoise, cherche à éveiller l'individualisme et à nourrir le sentiment de la propriété privée individuelle. Il faudrait examiner la place de la voiture individuelle à la fois comme l'un des principaux champs de l'accumulation et l'un des pivots du processus de centralisation et d'oligopolisation du capital, mais aussi comme instrument de domination sociale. Il semble en effet difficile de considérer le fétichisme de l'automobile autrement que comme l'un des compléments du fétichisme de l'argent et de la propriété individuelle, comme un symbole de la domination idéologique et politique pérenne à laquelle la bourgeoisie aspire. Aujourd'hui « l'horizon indépassable du capitalisme » a pour corollaire « l'horizon indépassable de l'automobile ». En généralisant à l'ensemble de la population mondiale la consommation moyenne d'énergie des États-Unis, les réserves connues de pétrole seraient épuisées en *dix-neuf jours*²³. L'ensemble de la population mondiale n'est pas la cible immédiate des groupes industriels et financiers des pays de la Triade. Substituer, avec l'assentiment de la bureaucratie chinoise et des capitalistes locaux, l'automobile aux transports publics et au vélo pour une fraction même limitée (dix pour cent) du milliard cent millions d'habitants de la Chine, est en revanche le but des grands groupes de l'automobile et du pétrole. Cet objectif leur assurerait peut-être une décennie de « croissance », et à leurs actionnaires un flux correspondant de dividendes et de plus-values boursières. Ceci pourrait aider en retour les marchés boursiers de Wall Street, de Tokyo et d'Europe à bénéficier de quelques années de stabilité haussière relative. Nous sommes donc confrontés aux agissements offensifs et défensifs d'un très puissant « bloc d'intérêt » industriel à forte intensité polluante, résultant des mécanismes de centralisation et de concentration du capital. L'existence de ces oligopoles mondiaux dépend de la pérennité des modes de vie quotidiens (l'automobile, les choix urbains afférents, etc.) à forts effets destructeurs pour les conditions générales de reproduction de la vie.

La crise écologique, la crise de la civilisation humaine

Dans sa soif de plus-value résident pourtant les contradictions qui font que « la véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même »²⁴. En endommageant gravement l'environnement naturel, le capital met en péril les conditions de vie, et jusqu'à l'existence même de certaines communautés, voire de certains pays. Mais, pour ce qui est des conditions « externes », environnementales, de son propre fonctionnement, le capital (et les États auxquels s'adosse sa domination) a les moyens de faire supporter les conséquences de cette destruction aux classes, communautés et États les plus faibles, voire de

transformer la « gestion des ressources devenues rares » et la « réparation des dégradations » en nouveaux champs d'accumulation (en « marchés ») subordonnés ou subsidiaires²⁵.

Vers 1970, il s'est trouvé confronté à une crise dont le fond était (et reste) l'insuffisance de plus-value, aussi bien en raison du *taux* que de la *masse* produite. La mondialisation et l'essor des technologies de l'information et de la communication (TIC) ont ouvert la voie à un fort taux d'exploitation de la force de travail. L'élévation de la productivité et de l'intensité du travail se conjugue maintenant avec la baisse du coût de reproduction de la force de travail. Pourtant, le capital voit déjà les mêmes « barrières » se dresser de nouveau devant lui. Il ne produit toujours pas assez de plus-value. Il ne peut tirer qu'un parti limité de la hausse du taux d'exploitation, parce qu'il ne peut employer au plan mondial qu'une faible fraction de la force de travail qui se présente sur le marché du travail. La masse de plus-value créée n'a donc pas augmenté (elle le fait sans doute même de moins en moins) dans les mêmes proportions que le taux de plus-value parce que le rythme de l'accumulation est trop faible. La libéralisation, la déréglementation et la mondialisation du capital ont suscité une augmentation sans précédent des détenteurs de titres de propriété et de créances, c'est-à-dire de droits à faire valoir au partage de la plus-value. La bourgeoisie financière et les couches sociales associées à ce mode de rémunération disposent de puissants moyens d'appropriation de la plus-value. Ces effets de ponction ont pris, depuis deux décennies, une grande ampleur. Or du point de vue de la reproduction d'ensemble du capital, la consommation des classes dominantes vient en déduction de la plus-value destinée à l'accumulation. On ne saurait donc attribuer à cette consommation le pouvoir d'élever le niveau du taux d'accumulation et d'inaugurer pour le capitalisme une phase d'expansion durable.

Il faut aujourd'hui mesurer pleinement l'interaction entre l'attitude de la bourgeoisie financière et la trajectoire du capitalisme de ces vingt dernières années. La transformation de la destruction de la nature en « champ d'accumulation » du capital et la mainmise sur les processus du vivant par le capital sont les produits de décisions politiques. Elles sont censées constituer le remède aux contradictions du mode de production. Il faut plus que jamais distinguer d'une part l'extension de la domination du capital et des rapports de propriété sur lesquels il est fondé, et d'autre part une augmentation véritable de l'accumulation du capital, c'est-à-dire une reproduction élargie de la valeur créée. Les crises économiques, les guerres, la montée inouïe du militarisme dans les pays développés indiquent la façon dont le capitalisme du vingtième siècle (l'impérialisme) a pu échapper provisoirement à ses contradictions, à ses « propres barrières ». Mais elles se sont à nouveau dressées devant lui à la fin des années

soixante. Il va chercher à les surmonter en accentuant ses agressions contre les travailleurs et en exploitant de façon plus forcenée encore ses conditions extérieures environnementales.

L'impérialisme du début du XXI^e siècle

L'attitude des pays capitalistes développés vis-à-vis des pays anciennement colonisés ou néocolonisés indique qu'on est bien au cœur d'un antagonisme majeur, indissociable de la domination sociale du capital analysé par les théoriciens de l'impérialisme. Avec la mondialisation du capital, les menaces contre les conditions physiques de reproduction de la vie prennent dans de nombreux pays une dimension bien plus tragique qu'au début du vingtième siècle. Dans le cadre de la division internationale du travail, les pays du « Sud », colonisés ou non, ont longtemps servi de fournisseurs de ressources naturelles pour les groupes industriels des « métropoles ». La conquête de nouveaux marchés et la mise au travail d'une main-d'œuvre surexploitée, utilisée sur place ou importée, furent des moteurs de l'expansion impérialiste du XIX^e et du début du XX^e siècle. Le mouvement d'indépendance politique consécutif à la Seconde Guerre mondiale et aux luttes anticolonialistes n'a pas fondamentalement altéré les rapports de domination imposés à la plupart des pays anciennement colonisés.

Les années quatre-vingt ont marqué un changement qualitatif dans la situation de la plupart des pays du « Sud ». Le déploiement des groupes multinationaux, leur contrôle sur les flux de capitaux et de marchandises, la base oligopolistique sur laquelle reposent leurs stratégies et le soutien dont ils ont bénéficié de la part de « leurs » États au sein des organisations internationales, ont anéanti les espoirs « développementalistes » des années cinquante et soixante. Les mécanismes institutionnels mis en place par le capital financier s'identifient de plus en plus à des processus de prédation qui détruisent les conditions de reproduction des populations ouvrières, paysannes et de celles qui n'ont même plus ce statut. La dette constitue un tribut perpétuel qu'ils ne peuvent continuer à acquitter qu'au prix de la destruction des populations et du pillage des ressources naturelles. La délocalisation des activités industrielles des groupes multinationaux ne concerne que la minorité de pays qui combine de faibles coûts salariaux et une main-d'œuvre souvent qualifiée, et si possible une demande intérieure significative. Dans d'autres pays, l'exploitation des ressources naturelles reste l'objectif majeur du capital. Elle s'accompagne aujourd'hui d'une appropriation des processus du vivant par les groupes financiers de la chimie et de la pharmacie.

Le sort assigné à de nombreux pays dominés, à commencer par ceux d'Afrique, est parfois comparé à celui de la phase de domination impérialiste du début du XX^e siècle, lorsque la métropole cherchait à protéger ses colonies et mettait en

place un mode de domination politique. La situation est pourtant différente aujourd'hui. Les politiques du FMI et de la Banque mondiale, puis les mesures de l'OMC n'ont pas seulement conforté les exigences du capital financier, elles ont contribué à la décomposition politique et à la désintégration sociale de nombreux pays colonisés ou semi-colonisés devenus indépendants. Les dépenses publiques nécessaires (santé, éducation), ou celles indispensables à la simple maintenance de l'activité économique (infrastructures) ont été massivement réduites. Ces politiques contribuent ainsi à la multiplication de disettes, de famines, et de maladies qui exterminent les populations. En Afrique, les guerres sont à la fois un produit et un élément de la mondialisation du capital²⁶. La « loi de Malthus » qui préconisait de tenir la population à la lisière de la disette pour éviter une croissance démographique excessive, est aujourd'hui à l'œuvre par la faim, la maladie, les guerres²⁷.

C'est dans le cadre de la mondialisation du capital que l'on peut analyser l'ampleur des désastres écologiques dans les pays du Sud. C'est d'abord là qu'on peut comprendre que la destruction de toute résistance politique des populations est la condition pour que le pillage des ressources naturelles s'amplifie. C'est une fonction des programmes des organisations économiques internationales. Derrière la compassion hypocrite envers ces populations, les rapports de ces organisations enfoncent le clou : la solution résiderait dans la poursuite des politiques néolibérales au profit de groupes financiers multinationaux et dans la privatisation des services publics et des infrastructures de base érigée en objectif prioritaire. Cette conjonction entre la remise en cause des conditions d'existence des populations et la destruction de la nature, flagrante dans les pays dominés, est présentée par l'idéologie néolibérale comme une cause du fléau : les populations seraient trop pauvres pour s'intéresser à l'environnement, « trop pauvres pour être vertes », selon l'expression de Joan Martínez-Alier²⁸ !

Du point de vue environnemental, un des rôles assignés aux pays du tiers-monde est celui de dépotoir de déchets. Les promoteurs des politiques néolibérales l'ont non seulement reconnu, mais ils ont cherché à le théoriser. Dans un rapport qui fit jadis l'objet de « fuites », L. Summers, économiste à la Banque mondiale, écrivait : « La mesure du coût nécessaire pour faire face aux conséquences de la pollution sur la santé dépend de l'ampleur de la réduction des coûts induits par une mortalité et une morbidité accrues. De ce point de vue, la pollution dommageable pour la santé devrait être dans les pays où ces coûts sont les moins élevés, qui sont donc les pays aux coûts salariaux les plus faibles²⁹. » Interprétation libre de la théorie des avantages comparatifs ricardiens, cette analyse sert en fait de support aux politiques mises en œuvre à l'échelle internationale. Les accords de Kyoto (1997) sur la réduction de l'effet de serre, dont l'objectif restait très modeste (la réduction de 6 à 8 % des

émissions de CO₂ entre 2001 et 2008 du niveau atteint en 1990) ont inscrit une option permettant aux pays émetteurs d'acheter des « droits à polluer ». Ces accords servent également à justifier la délocalisation des activités polluantes des groupes multinationaux vers les pays du Sud.

L'offensive du capital en direction de l'« expropriation du vivant » marque le terme d'un processus de domination et d'expropriation pluriséculaire. Sans la remise en cause des rapports sociaux qui fondent cette expropriation, la dénonciation des désastres écologiques provoqués par la voracité du « complexe génético-industriel », selon l'expression de Jean-Pierre Berlan et de Richard Lewontin, risque fort d'être dévoyée, et des illusions semées sur la nature des négociations et résolutions internationales. Ainsi la Convention de Rio (1992) est-elle parfois présentée comme une étape importante dans la protection de l'écologie planétaire. Elle est en fait un vecteur du renforcement des droits du capital sur la nature. Elle reconnaît certes que les paysans et les communautés ont utilisé et conservé les ressources génétiques depuis des temps immémoriaux, mais elle ne leur accorde aucun droit de gestion ou de propriété sur ces ressources. En réalité, elle a consacré les droits de propriété intellectuelle sur le vivant et ouvert la voie à la recherche sur de nouvelles ressources génériques pouvant présenter un intérêt pharmaceutique. Cette prospection a été qualifiée par les ONG de biopiraterie légalisée. Le ton est en effet donné par l'OCDE : « La préservation des ressources de la biodiversité serait mieux assurée si elles étaient privatisées, plutôt que soumises à un régime de libre accès, dans lequel les utilisateurs pratiqueraient une exploitation à court terme selon le principe du "premier arrivé, premier servi". » C'est dans ce cadre de « régulation par la privatisation » que s'inscrivent les discussions de l'OMC, les conséquences sociales et environnementales désastreuses de l'Accord de Libre-échange Nord-Américain (ALENA) préfigurent la logique désastreuse ³⁰.

Tels sont quelques-uns des mécanismes à temps de gestation long sur lesquels il paraît nécessaire d'engager une recherche systématique qui permettra de mieux comprendre les tendances que le régime d'accumulation financière pousse à leur extrême.

* chesnais@aol.com

** claude.serfati@c3ed.uvsq.fr

1 Cet article est un extrait d'une communication faite au Congrès Marx International III (26-29 septembre 2001).

2 Sur la question du réchauffement climatique et de ses conséquences sociales, cette accélération est l'un des

principaux résultats du second rapport de la Commission des Nations unies.

3 Le travail pionnier de J.-C. Debeir, J.-P. Deléage, D. Hemery, *Les Servitudes de la puissance, une histoire de l'énergie*, Flammarion, 1986, établissait pourtant la responsabilité du mode de production capitalisme lui-même dans la dégradation de l'environnement.

- 4 K. Marx, *Le Capital*, III, 1, 263.
- 5 C'est ce qui est établi avec tout le détail scientifique nécessaire dans J.-P. Berlan, (coord. et principal auteur), *La Guerre au vivant, OGM et mystifications scientifiques*, Marseille, Agone, 2001.
- 6 Sur la place de l'OTAN dans la défense du régime de propriété privée, voir les matériaux rassemblés in C. Serfati, *La Mondialisation armée*, Textuel, La Discorde, 2001.
- 7 K. Marx, *L'Idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, p. 67-68.
- 8 K. Marx, *Le Capital*, livre I, chapitre XXV, paragraphe IV.
- 9 C'est la position prise désormais par Michaël Löwy, au moins dans le domaine de l'écologie, à la suite de Tiziano Bagarolo (voir note 6 pour les deux références). Notre premier travail théorique sur la transformation de forces initialement ou potentiellement productives en forces destructives remonte pour l'un de nous (Chesnais) à un article de 1967, in *La Vérité* (sous le nom Étienne Laurent). L'article appliquait l'idée au prolétariat, aux crises et au développement de la science sous l'emprise du militarisme et les industries de guerre.
- 10 Au sens développé par R. Lewontin et J.-P. Berlan ; voir *La Guerre au vivant*, *op. cit.*
- 11 Voir pour une synthèse récente, E. M. Wood, *The Origin of Capitalism*, Monthly Review Press, 1999.
- 12 *La Guerre au vivant*, *op. cit.* p. 47.
- 13 Sur toute cette question, il est indispensable de lire *La Guerre au vivant*, *op. cit.*
- 14 J.-B. Say, *Cours complet d'économie politique pratique*, 1840. Nous devons cette citation à J.-M. Harribey, in *L'Économie économe : le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 93, mais nous en proposons une interprétation différente de la sienne.
- 15 *Le Capital*, livre III, chapitre XLVII. Éditions sociales, p. 188.
- 16 K. Marx, *Théories sur les plus-values*, Éditions sociales, 1976, tome III, p. 359.
- 17 J.-M. Harribey, *op. cit.*
- 18 Les théoriciens néoclassiques ont partagés entre les partisans de la soutenabilité « faible » dans laquelle le capital reproductible (travail et capital physique) et le capital naturel sont substituables dans la fonction de production et les adeptes de la soutenabilité « forte » pour lesquels ils ne le sont pas.
- 19 Selon l'expression de M. O'Connor, « Codependency and Indeterminacy » in M. O'Connor (ed.), *Is Capitalism sustainable? Political Economy and the Politics of Ecology*, The Guilford Press, 1994.
- 20 J.-M. Harribey, *op. cit.*, p. 157-158.
- 21 *Ibid.*
- 22 *Ibid.*, fin du paragraphe IV.
- 23 M. Mies, « Liberacion del consumo o politizacion de la vida cotidiana », *Mientras Tanto*, n° 48, Barcelone, 1992, p. 73, cité par Michaël Löwy (voir *supra*).
- 24 K. Marx, *Le Capital*, III, chapitre XV, Éditions sociales, tome VI, 263.
- 25 C'est un point de désaccord avec la thèse de la « seconde contradiction » de J. O'Connor, dont nous partageons, par ailleurs, la volonté d'intégrer les questions environnementales dans l'analyse marxiste.
- 26 C. Serfati, *La Mondialisation armée*, *op. cit.*
- 27 C. Meillassoux, *L'Économie de la vie, Démographie du travail*, Édition Page, coll. « Les Cahiers libres », 1997.
- 28 R. Gupta et J. Martinez-Alier.
- 29 « Let them eat pollution », *The Economist* du 8.02.1992.
- 30 J. Martinez-Alier, *Getting Down to Earth: Practical Applications of Ecological Economics*, Washington D.C., Island Press, 1996.